

Avec une expérience professionnelle dans la production industrielle, complétée par une formation de gestion dans l'économie sociale, Azzédine Chared a souhaité générer lui-même des activités obéissant simultanément aux logiques économique et sociale. Autour d'une association regroupant cette diversité de partenaires, il a d'abord créé un garage au cœur d'une zone industrielle et un service aidé de location de véhicules à destination de personnes en insertion. Historique et point d'étape de ces projets.

Azzedine Chared a travaillé durant plusieurs années dans l'industrie, essentiellement sur des postes de responsable, mais sa sensibilité aux questions sociales l'amène en 1995 à suivre une formation de « gestion et direction d'établissements d'économie sociale ». Il envisage ensuite la création d'une structure de production et d'insertion. « *Compte tenu de la place qu'occupe l'automobile dans la société d'un point de vue symbolique, technologique et économique* », il décide d'orienter son projet dans ce secteur. Il s'agissait également de créer son propre emploi.

Sa connaissance de l'offre existante le conduit à explorer la piste d'un centre auto (petit entretien, vidange) plutôt que d'un garage classique. Souhaitant développer ce type de service sur une zone d'activité, il étudie différentes hypothèses dans la grande région grenobloise et décide d'implanter son activité dans la zone industrielle de Voreppe dont la configuration et les conditions d'accueil lui semblent favorables.

Début 97, à l'issue de l'étude de faisabilité, il décide d'organiser la « soutenance de son projet » afin d'appréhender l'intérêt suscité et les partenariats possibles. Soixante-dix personnes sont invitées, trente-cinq se déplacent et douze s'engagent en mars 1997 dans la création de l'association « Aid'Auto 38 », support du projet. On y trouve des professionnels de l'automobile et de l'industrie, de l'insertion sociale et professionnelle, de la formation, ainsi que des particuliers engagés dans l'action sociale, mais aucun acteur institutionnel ou politique, « *afin de garantir la maîtrise du projet* ». L'association se donne pour objet la mise en place d'activités économiques en lien avec les métiers de l'automobile et la mise en place de services d'aide à la mobilité avec le souci de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de publics en difficulté. En mai 1998 un premier poste de chargé de mission est créé pour mener à bien la réalisation de l'ensemble des activités.

### QUATRE PROJETS, UN ENSEMBLE COHÉRENT ET SOLIDAIRE

Le garage l'Car Sarl est situé dans la zone industrielle de Centr'Alp à Voreppe, qui regroupe environ 6 000 salariés. Il se positionne principalement sur une activité d'entretien et de réparation automobile. Depuis fin 98, l'car emploie quatre personnes dont deux sur des postes d'insertion conventionnés par la DDTEFP de l'Isère. Son capital est de 100 000 francs ; 55 % sont détenus par l'association Aid'Auto 38, qui a bénéficié de subventions et de dotations de fondations, le reste étant apporté par les initiateurs du projet (A. Chared, le chef d'atelier, et l'association pour la création d'entreprises et l'insertion sociale et professionnelle – Aceisp). Très rapidement, il est apparu que le créneau de l'entretien et de la petite réparation des véhicules ne répondait pas complètement à la demande des clients qui souhaitaient avoir un offre de service globale : il fallait élargir l'activité à la grosse réparation mécanique. Afin de maintenir des tarifs compétitifs, l'Car mise sur la fidélisation de la clientèle et une croissance de l'activité. En plus de ses prestations d'entretien et de réparation automobile l'Car propose donc un concept inédit de service d'accompagnement du client sur son lieu de travail. Mais, ajoute A. Chared, « *afin de rester dans la logique du temps libéré, le garage offre au "client du mois" tiré au sort des places de spectacles ou de restaurant, qualité de vie oblige!* ».

Au terme du premier exercice de quinze mois le garage a généré un chiffre d'affaires de 1,45 millions de francs, mais, contrairement aux prévisions optimistes, l'équilibre n'a pu être atteint qu'à l'issue du second exercice car la montée en charge du volume d'activité s'est avérée moins rapide que prévue. « *Ceci étant, explique Azzédine Chared, si on avait été plus réalistes, on ne serait peut-être pas parti et les financeurs ne nous auraient pas suivi!* »

« Aid'Auto Services » est un service assuré par l'association mère « Aid Auto 38 », il propose la location de voitures à prix réduit afin d'aider à l'insertion professionnelle de personnes adressées par des travailleurs sociaux. Depuis la mise en place en novembre 1998, plus de quarante personnes ont pu répondre favorablement à une offre d'emploi du fait de la location de cinq véhicules. Le service s'appuie sur une collaboration avec les commissions locales d'insertion de Voiron et du Sud-Isère, et avec la mission locale de Voiron. Les deux tiers du coût de la location sont pris en charge par le conseil général (allocataires du RMI) et la Région (jeunes), le reste étant pris en charge par l'utilisateur. Près de mille

cinq cents journées de location ont été fournies depuis janvier 2000, ce qui représente un volume d'emploi facilité de l'ordre de sept équivalents temps plein. « *Mais au-delà de la seule location de véhicules, nous disent les initiateurs du projet, l'essentiel est l'accompagnement vers une insertion professionnelle ainsi permis. À terme, 63 % des bénéficiaires ont pu acquérir un véhicule personnel et devenir autonomes.* » Cette efficacité conduit l'association à développer et à étendre le service à tout le département de l'Isère.

Parmi les autres projets, « Diva Environnement », dont l'étude de faisabilité a été soutenue par la Région Rhône-Alpes, s'est construit initialement autour de trois éléments : le développement d'un nouveau métier, la création de postes adaptés à l'insertion professionnelle, et la protection de l'environnement. L'idée de départ était de répondre à la future réglementation européenne (qui imposera en 2010 le recyclage de 95 % du poids des véhicules) en proposant une solution globale de gestion des déchets générés par l'activité automobile. Cette piste de création d'activité support d'insertion n'a toutefois pas obtenu l'agrément de la direction du travail en raison de l'articulation trop étroite envisagée avec un démolisseur automobile. Le projet se recentre alors sur un service de collecte, auprès des garages, de déchets produits par l'activité d'entretien et de réparation automobile et d'acheminement vers les filières de recyclage. Le statut de cette activité (chantier ou entreprise d'insertion) est à l'étude, dans un premier temps elle pourrait générer la création d'un emploi à temps plein.

Enfin, « Burkina » est un projet d'échange économique avec le Burkina Faso permettant de part et d'autre la création de postes d'insertion. « *C'est la volonté de transposer dans la coopération humanitaire les acquis de cette réflexion sur la mécanique comme support d'insertion.* » L'activité sera basée sur le principe de la collecte, du conditionnement et de l'expédition de vélos, mobylettes, pièces détachées automobiles, voire plus, cédés par les particuliers ou les professionnels. « *Ce projet est plus délicat à concrétiser, car ici l'association ne peut pas encore suffisamment investir dans ce projet et là-bas, au Burkina Faso, la viabilité économique reste à vérifier.* »

#### UNE VOLONTÉ DE RENDRE LISIBLE LA RICHESSE DU PROJET

La structuration générale des différents projets et moyens humains obéit à la volonté de clarifier les rôles de chaque structure. C'est donc l'association qui

assure les fonctions d'ingénierie et d'insertion, à ce titre elle est l'interlocutrice des pouvoirs publics concernés. Azzédine Chared en est le chargé de mission (au départ sur un poste aidé « emploi local d'insertion »), mais il est également le gérant de la Sarl l'Car afin d'en assurer le contrôle. D'ici peu il sera secondé pour le garage par un chargé de clientèle recruté en contrat de qualification, afin de se libérer pour les fonctions de développement. Si le service de location de véhicules, à visée exclusivement sociale, est géré directement par l'association mère, la dimension lucrative du garage l'Car justifie son statut de société ainsi que la redevance qu'elle verse à l'association pour financer les fonctions d'insertion et de développement assurées par le chargé de mission.

Malgré cette volonté de rigueur, la coexistence et l'interpénétration de logiques d'action économiques et sociales restent atypiques et ne mettent pas toujours à l'aise les interlocuteurs institutionnels, ce qui amène A. Chared à penser « *qu'ils privilégieraient parfois la lisibilité à la viabilité.* ». Ainsi, pour la location de véhicules, l'association préfère que les financements publics soient directement et proportionnellement liés à la prestation rendue, sur la base de bons de commande émis par les services sociaux, plutôt qu'au financement global et indistinct de la structure, mais cette logique « *de rémunération d'un service au prorata réalisé n'est pas toujours admise.* »

Aujourd'hui, trois ans après la création de l'association, une question se pose en permanence : la possibilité de concilier des soutiens publics, justifiés par le type de services rendus, et la maîtrise de l'autonomie du projet « *car dans ces activités un peu hors normes le porteur de projet peut être aidé par les pouvoirs publics, mais c'est bien lui qui avance et fixe ses objectifs!* », souligne encore A. Chared. ■

François LECOUTURIER